



Dov ZERAH



Jean-François DEHECQ



Edward LUTTWAK



Enrico LETTA

GEOPOLITIQUE

Choiseul





Un monde sous tension

*Entretien réalisé par Pascal Lorot**

Edward Luttwak est un expert reconnu en économie, en stratégie, et en histoire militaire. Promoteur du concept de ‘géoéconomie’ outre-Atlantique, il a acquis une renommée mondiale grâce à son abondante littérature, notamment *Strategy: The Logic of War and Peace*; *The Grand Strategy of the Byzantine Empire* ou encore, traduits en français, *Le Coup d’État, mode d’emploi*; *Le Rêve américain en danger* et *Le Turbo-Capitalisme*. Actuellement chercheur au Center for Strategic and International Studies (Washington), il a occupé des fonctions de conseiller auprès de différentes instances officielles aux États-Unis (Cabinet du Secrétaire à la Défense, Conseil de sécurité nationale, Département d’État, principaux états-majors des forces américaines) et en Europe.

21

GÉOÉCONOMIE : *Vous avez été un des premiers à alerter sur la mutation des rapports de force au niveau international. Au début des années 1990, dans un article paru dans la revue The National Interest, vous expliquiez en effet l’avènement d’un nouvel ordre international où l’arme économique remplacerait l’arme militaire comme instrument au service des États, de leur volonté de puissance et d’affirmation sur la scène internationale. Votre thèse, ensuite relayée dans un ouvrage à grand retentissement, The Endangered American Dream, était, en quelque sorte, qu’à l’affrontement militaire allait maintenant succéder un affrontement économique entre les nations. Avec un recul de quelque vingt années, quel jugement portez-vous sur cette analyse d’alors ?*

* Président de l’Institut Choiseul et directeur de la revue *Géoéconomie*

Edward LUTTWAK: Ma thèse s'est vérifiée et confirmée sur une assez longue période allant de 1990 à aujourd'hui ; elle perd néanmoins de sa pertinence de jour en jour. C'est avant tout l'effondrement de l'Union soviétique qui mit fin à la prééminence de la géopolitique dans son acception d'alors (Puissance militaire + Renseignement + Diplomatie traditionnelle) ouvrant la voie aux interactions géoéconomiques entre les protagonistes rassemblés, de cœur ou de raison, dans le camp « antisoviétique ». On peut souligner, par exemple, qu'avant 1992 la concurrence commerciale entre le Japon et les États-Unis fut particulièrement aigüe alors même que la géoéconomie ne fut jamais mise au centre de leurs relations, ni même d'aucune autre relation bilatérale. Cependant, elle finit par se substituer à la géopolitique et devint un phénomène véritablement global jusqu'à très récemment. Toutefois, nous voyons clairement aujourd'hui un retour au premier plan de la géopolitique qui s'explique notamment par le changement de posture et d'attitude de la Chine depuis 2008/2009. De manière de plus en plus marquée, les actions de l'empire du Milieu révèlent clairement, et ce de manière tragiquement familière, sa « volonté de puissance » bien plus qu'une quelconque suprématie économique manifeste. Quoi qu'il en soit, nous pouvons encore affirmer qu'actuellement, en février 2013, c'est bel et bien la géoéconomie qui est toujours au centre de la stratégie de tous les États.

GÉOÉCONOMIE : *La géoéconomie est née de cette analyse. Elle a d'ailleurs connu un certain succès de ce côté-ci de l'Atlantique. Nous avons été les premiers, en Europe, à nous inscrire dans cette lignée de pensée et d'analyse. Avec quelques amis, fut fondée en 1997 la revue Géoéconomie qui a très largement contribué à la popularisation de ce concept, en France tout d'abord, puis en Europe. Il a depuis lors largement fait florès. Dans le premier numéro de cette nouvelle revue, j'avais alors essayé de conceptualiser l'approche des rapports de force au niveau international par la géoéconomie. J'en avais donné la définition suivante : « La géoéconomie est l'analyse des stratégies*

d'ordre économique – notamment commercial –, décidées par les États dans le cadre de politiques visant à protéger leur économie nationale ou certains pans bien identifiés de celle-ci, à aider leurs « entreprises nationales » à acquérir la maîtrise de technologies clés et/ou à conquérir certains segments du marché mondial relatifs à la production ou la commercialisation d'un produit ou d'une gamme de produits sensibles, en ce que leur possession ou leur contrôle confère à son détenteur – État ou entreprise nationale – un élément de puissance et de rayonnement international et concourt au renforcement de son potentiel économique et social». Je précisais aussi que « la géoéconomie s'interroge sur les relations entre puissance et espace, mais un espace « virtuel » ou fluidifié au sens où ses limites bougent sans cesse, c'est-à-dire donc un espace affranchi des frontières territoriales et physiques caractéristiques de la géopolitique. Corollaire de cette définition, un dispositif géoéconomique regroupera l'ensemble des instruments à la disposition d'un État, susceptibles d'être mobilisés par lui au service de la satisfaction de tout ou partie des objectifs susmentionnés qu'il s'assignerait ». Quel jugement portez-vous sur cette définition ? Est-elle selon vous toujours pertinente ?

Edward LUTTWAK: Votre perception de la matière et la définition que vous en donnez est tout à fait conforme à ma propre compréhension de la géoéconomie. Je ne peux qu'abonder dans votre sens, et confirmer qu'une bonne définition doit impérativement mettre en exergue ces trois éléments constitutifs que vous avez identifié :

- les instruments de la géoéconomie, comprenant les « entreprises nationales » présentes sur les secteurs stratégiques et les technologies clés (en lieu et place de l'artillerie, de la cavalerie, etc.) ;

- l'évolution de la dimension spatiale de la géoéconomie – qui s'oppose d'ailleurs à l'unidimensionnalité géographique de la géopolitique – qui s'explique par la spécificité de l'activité économique dans laquelle les frontières peuvent se matérialiser sous différentes

formes. Par exemple, l'activité bancaire de dépôt est restreinte dans le périmètre national alors que les opérations d'investissement des banques s'inscrivent dans un espace globalisé;

- la capacité des gouvernements à définir et poursuivre les objectifs qu'ils s'assigneraient (en terme géopolitique) en mettant en place – et ce de manière pérenne – les instruments et dispositifs nécessaires à leur réussite. Cette aptitude à s'inscrire dans une vision globale, et à long terme, fut d'ailleurs particulièrement manifeste lors des récentes négociations bilatérales d'échanges commerciaux. Pour réaliser des transactions avec des partenaires commerciaux extérieurs, les États doivent avant tout avoir négocié et obtenu un consensus en interne.

GÉOÉCONOMIE: *Nul ne peut contester que le monde a radicalement changé en l'espace d'un peu plus d'une dizaine d'années. Je me souviens qu'au moment où vous évoquiez la guerre économique à laquelle étaient confrontés les États-Unis, l'adversaire était le Japon. Or, depuis lors, un autre compétiteur a émergé, de dimension planétaire et, il faut le souligner, bien plus dangereux. Je veux parler bien sûr de la Chine, ce véritable pays-continent qui, en l'espace de quelques années a fait irruption à la première place sur l'échiquier mondial de la puissance économique après avoir balayé, méthodiquement, tous les secteurs industriels où l'Occident avait encore un savoir faire. Quelle analyse faites-vous de la montée en puissance de la Chine ?*

Edward LUTTWAK: Aujourd'hui, en février 2013, l'évènement majeur, celui dont l'impact sera le plus important dans la conduite des affaires mondiales – infiniment plus important que les épiphénomènes surmédiatisés du Moyen-Orient, que les luttes de pouvoir en Afrique, ou encore, que la folie nord-coréenne – c'est bel et bien les signes avant coureurs qui annoncent les prémices d'un abandon par la Chine de sa stratégie géoéconomique au bénéfice d'une tragiquement familière « volonté de puissance » qui représente la version la plus imparfaite et contre-productive de stratégie géopolitique.

GÉOÉCONOMIE : La montée en puissance de la Chine n'est pas neutre. Peut-on considérer qu'elle représente une véritable menace ? Son émergence et sa formidable réussite économique, l'attractivité de son modèle dans certaines régions du monde mais aussi ses ambitions de plus en plus clairement affichées en terme politique et stratégique, ne conduisent-elles pas à la fin de la suprématie du modèle occidental et l'amorce de son déclin irrémédiable ?

Edward LUTTWAK : Il fut un temps où cette perspective aurait pu représenter une issue potentiellement favorable, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'influence croissante et linéaire de la Chine, tant au niveau régional que mondial, semble ne pouvoir être stoppée. Sa suprématie apparaît dès lors comme inéluctable. Quand un pays démontre une capacité d'investissement direct à l'étranger grandissante, et que sa demande intérieure représente, en outre, des opportunités de marché extraordinaire pour ses partenaires extérieurs à l'export, il développe naturellement et inévitablement son influence, et ce tout particulièrement auprès des pays qui ont besoin de ses capitaux, ainsi que d'un accès à son marché intérieur pour déployer leur offre et améliorer les résultats de leur balance commerciale. Néanmoins, l'influence diplomatique qui en résulte n'est absolument pas compatible avec des revendications territoriales et les menaces militaires sous-jacentes. Il s'agit de faire un choix entre l'un et l'autre. La Chine d'aujourd'hui, dont la puissance militaire s'affirme et dont les paroles et les actes sont de plus en plus emprunts de fermeté, a beaucoup perdu de son influence auprès de ses voisins les plus proches. Ces derniers, qui s'effraient de sa nouvelle posture, s'organisent en s'unissant (avec l'appui de l'Australie et des États-Unis) afin de se protéger de son ascension fulgurante.

Quant au « modèle chinois », il se trouve gangrené par une corruption de plus en plus prégnante qui affecte aussi bien le Parti que l'État – l'échec de certains grands projets, notamment le réseau de chemin de fer à grande vitesse en est un exemple marquant –, l'étendue des désastres environnementaux qui se trouve amplifiée,

paradoxalement, par la plus importante et la plus glorieuse prouesse chinoise : le nombre grandissant de citoyens avisés, d'esprits indépendants, d'activistes, d'individus interconnectés (ce qui explique par ailleurs que le monde entier ait pu voir des clichés du ciel pollué de Pékin, alors même que certains quartiers de New Delhi sont bien plus affectés encore).

GÉOÉCONOMIE : *Qu'est-ce qui pourrait aujourd'hui empêcher la Chine d'être la prochaine puissance globale ? Dit autrement, les démocraties occidentales ont-elles encore des ressorts pour contrer leur mort annoncée ?*

Edward LUTTWAK : Seul le mode de gouvernance de la Chine pourrait remettre en cause son ascension. Plus clairement, c'est sa posture, emprunte d'une assurance certaine, ainsi que le développement de sa stratégie géopolitique qui pourraient présenter de sérieux défauts tant cette dernière ne semble pas du tout pertinente. Cette stratégie ne ressemble en rien à ce qu'avaient pu faire, par exemple, les Britanniques entre 1900 et 1914 : établir patiemment des alliances constructives répondant à de nombreux intérêts de second ordre mais en vue de structurer une alliance globale avec la France, la Russie et le Japon qui leur permit de régner sur les océans. Elle s'apparente davantage à l'attitude des Allemands, entre 1900 et 1914, motivée par une idéologie expansionniste, injudicieusement agressive envers ses voisins, ainsi qu'une néfaste surestimation de l'importance de la puissance militaire *in toto*.

Le plus saisissant est le rôle identique des deux marines : aujourd'hui la Chine est discréditée par l'état de ses forces navales – son meilleur coup fut de vendre l'un de ses porte-avions à un ferrailleur –, au même titre que l'Allemagne de l'avant Première Guerre mondiale, le « navalisme » est le symptôme le plus révélateur du mal qui ronge.

GÉOÉCONOMIE : *Vous vous êtes intéressé à l'histoire ancienne pour, en quelque sorte, mieux comprendre les ressorts des peuples*

mais aussi des empires face aux défis auxquels ils furent confrontés. C'est notamment le cas pour ce qui concerne les Empires romain et byzantin. Des enseignements peuvent-ils en être tirés et, si oui, quels sont-ils ?

Edward LUTTWAK : Beaucoup de leçons peuvent en effet être tirées de l'Histoire, à commencer par la manière dont sont formées les élites ainsi que le poids de l'identité dans l'équilibre de la balance des forces (Byzance fut énormément renforcée grâce à sa triple identité : culture grecque + institutions romaines + foi chrétienne) d'aucunes, d'ailleurs, que je ne sois enclin à appliquer personnellement. Je crois notamment que Clio doit être servie pour nous permettre de nous connaître davantage, de savoir qui nous sommes réellement, et que son rôle n'est en aucun cas de nous servir, c'est une déesse, pas une servante.

GÉOÉCONOMIE : Revenons maintenant à l'Histoire présente. Les États-Unis ont réinvesti Barak Obama pour un nouveau mandat de quatre années. L'Amérique apparaît aujourd'hui plus que jamais contestée dans son leadership. La crise financière qui y est née en 1997 a en partie altéré sa capacité d'influence. Son modèle économique est lui aussi poussif même si l'exploitation des gaz de schiste semble lui donner, au moins provisoirement, un deuxième souffle. Que doit-on concrètement attendre de cette nouvelle présidence Obama ?

Edward LUTTWAK : Le système américain est toujours profondément ancré dans une idée de société de frontières plus encline à la violence qu'à l'ordre et au droit. Mettez les face à une menace sérieuse, même passagère, comme par exemple des groupements terroristes islamistes, et les Américains s'unissent instantanément, pleinement et entièrement de manière bien plus marquée que pratiquement n'importe qui sur la planète, et trouvent immédiatement un consensus sur la réponse appropriée

à apporter : une violence maximale. À l'opposé, le programme « Medicare » qui subventionne chaque remède médical à coût excessif pour tous les problèmes de santé des citoyens de plus de 65 ans (à une époque où certains sautent en parachute à 85 ans !) ne peut être arrêté ou même diminué, il représente dès lors à lui seul 3,1 % de PIB en 2012, une part qui augmente chaque jour davantage. Avec « Medicaid » (Caisse d'assurance maladie pour les américains à revenu bas) et l'anachronique Sécurité Sociale qui paye encore et toujours les retraites des plus de 75 ans, cela ne creuse pas que le budget fédéral, mais l'économie dans son ensemble. Ces ennemis de l'intérieur divisent les américains, et ne peuvent par conséquent être combattus.

Les États-Unis resteront au sommet de toute manière. La Chine se saborde elle-même, l'Europe est esclave de son fanatisme monétaire, alors que les États-Unis sont les seuls à permettre la pleine expression de leur potentiel technologique. Le gaz de schiste n'est pas une nouveauté. La vraie nouveauté réside dans la technique d'extraction horizontale, que la plupart des États américains autorisent. Cela ne règle certainement pas tous les problèmes, néanmoins une énergie à 4 dollars américains par million de BTU facilite beaucoup de choses. Plus encore, ce sont toutes ces choses qui s'offrent à vous quand la technologie est perçue comme une opportunité et non comme une menace, en commençant par une propension à la prise de risque.

GÉOÉCONOMIE : L'Europe n'est pas une région qui vous est étrangère puisque vous êtes né en Roumanie et vous avez passé plusieurs années en Italie puis au Royaume-Uni – les plus belles peut-être car celles de l'enfance et de la jeunesse. Ce qui amène même certains à dire que vous seriez finalement plus Européen qu'Américain. À tout le moins, en qualité de citoyen américain, vous êtes un de ceux, de plus en plus rares il est vrai, qui ne regardent pas davantage vers les rivages du Pacifique qu'en direction de notre côté de l'Atlantique. Quel jugement portez-vous sur l'Europe ? Assistez-t-on aux derniers soubresauts d'un continent qui, il y a peu encore,

était rayonnant et qui s'apprête désormais à disparaître à l'échelle de l'Histoire ? Y a-t-il encore des raisons d'espérer ?

Edward LUTTWAK : La diffusion, longuement anticipée, du pouvoir géopolitique et géoéconomique (ou du « tout économique ») qui était supposée diminuer systématiquement la primauté américaine et reléguer l'Europe à une puissance de moins en moins importante fut le sujet d'innombrables livres, articles et documentaires. Il n'y a bien que dans les réalités que cet état de fait est invisible.

La Turquie, cette prometteuse puissance émergente supposée, avec des dirigeants plus vantards les uns que les autres, ne parvient même pas à influencer les villages qui longent ses propres frontières, et a besoin d'aide pour se protéger d'un régime syrien aux abois.

Le Brésil, bien plus vaste, doté d'un gouvernement hautement plus responsable, est encore plus dépendant des exportations de matière première qu'il y a 20 ans (ces mêmes matières premières importées par la Chine). Par ailleurs, son incapacité à contrôler ses propres espaces urbains le dissuade de toute prétention géopolitique.

Les dernières gesticulations de l'Argentine à propos des îles Malouines ont réaffirmé sa place de plus grande des petites puissances, tandis que l'Inde dans sa grande sagesse poursuit son développement, et ses efforts de décentralisation, ainsi que ses progrès dans l'établissement d'une véritable démocratie, bien qu'elle ne bénéficie pas d'une unité idéologique comme aux États Unis, et paralyse donc toute volonté de puissance « géo-quoi-que-ce-soit »... voilà ce qu'il en est.

En d'autres termes, les multiples travers de l'Europe ne diminuent en aucun cas sa relative importance... excepté face à la Chine, qui a cependant toute les raisons de la soutenir et en aucun cas de l'affaiblir, du fait de la dure confrontation qui s'annonce dans le Pacifique entre la Chine et les États-Unis.

GÉOÉCONOMIE : Si l'on essaie de faire un peu de prospective,

disons à l'horizon de 2050, comment voyez-vous le monde, ses acteurs principaux, les points de convergence et, à l'opposé, de rupture?

Edward LUTTWAK: La confrontation dans le Pacifique pourrait bien s'éterniser du fait de la détention d'armes nucléaires par les protagonistes, ce qui bloque toute issue militaire décisive. L'Europe pourrait alors tout à fait sortir son épingle du jeu, soit parce que l'impossible se sera réalisé (une unification productive), soit parce que des nationalistes étroits, ou mieux, des régionalistes, auront détruit les institutions paneuropéennes, ouvrant de fait la voie à une renaissance européenne grâce à la restauration et la remise en bon ordre des « mythes nationaux » tant au niveau des Nations que des régions. Une Europe composée de petites entités cohérentes comme la Norvège, la Catalogne, la Lombardie, et bien d'autres, auxquelles ajouter bien sûr la France, unies par des institutions à géométrie variable, pourrait se révéler bien plus efficace qu'un territoire uni et régi par une pesante bureaucratie centralisée.

Dov ZERAH

L'exigence d'une gouvernance mondiale

Edward LUTTWAK

Un monde sous tension

S.E. Ali AHANI

Iran, sortir du malentendu

Jean-François DEHECQ

Réindustrialisons la France!

Enrico LETTA

L'Italie, l'Europe et la crise

Thierry POUCH

Tensions sur les marchés agricoles

Claude REVEL

Derrière la compétition économique, la bataille des modèles pour la gouvernance mondiale

Jean-Paul MARÉCHAL

La Chine dans les négociations climatiques

Alexander GOLTS

L'industrie de défense russe, le tournant

Christian GAMBOTTI

La nouvelle Libye ou les enjeux des prochaines échéances électorales

Pierre BUHLER

Puissance et géographie au XXI^e siècle

Camilo MARTINEZ

L'Alliance du Pacifique. Défis et perspectives

François DELAHAYE

L'hôtellerie de luxe, enjeux et mutations

Xavier RAUFER

Temps, terreur, crime

Eugène BERG

France, l'horizon Pacifique

20 euros

